

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Autres opérations

Fusions et scissions

Hôtel Majestic Société Immobilière et d'Exploitation

Société anonyme au capital de 1.174.656 euros
Siège social : Hôtel Majestic - Boulevard de la Croisette 06400 Cannes
695 420 331 RCS Cannes
(la « **Société Absorbée** »)

Société Fermière du Casino Municipal de Cannes

Société anonyme au capital de 1.891.968 euros
Siège social : 1, Espace Lucien Barrière 06400 Cannes
695 720 284 RCS Cannes
(la « **Société Absorbante** »)

Avis de projet de fusion

Par acte sous seing privé en date du 21 mai 2026, les sociétés Hôtel Majestic Société Immobilière et d'Exploitation et Société Fermière du Casino Municipal de Cannes ont établi un projet de traité fusion en vue d'arrêter les termes et conditions de la fusion, par voie d'absorption, de Hôtel Majestic Société Immobilière et d'Exploitation par Société Fermière du Casino Municipal de Cannes.

La Société Absorbante détenant à ce jour au moins 90% des droits de vote de la Société Absorbée et s'engageant à conserver en permanence au moins 90% des droits de vote entre la date du dépôt au greffe et la réalisation de la fusion, la fusion sera réalisée selon le régime des fusions simplifiées prévu à l'article L. 236-12 du Code de commerce.

Sous réserve de la réalisation des conditions suspensives prévues dans le traité de fusion, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant le patrimoine de la Société Absorbée sera transmis à la Société Absorbante dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation définitive de la fusion.

La fusion deviendra définitive et prendra effet d'un point de vue juridique à la date à laquelle la réalisation des conditions suspensives prévues dans le traité de fusion sera constatée.

La fusion aura un effet comptable et fiscal rétroactif au 1^{er} novembre 2025.

Les termes et conditions de la fusion ont été établis sur la base des comptes annuels des deux sociétés au 31 octobre 2025.

Sur la base des comptes sociaux de la Société Absorbée au 31 octobre 2025, la valeur totale de l'actif net transmis à la Société Absorbante s'élèverait à 152.560.787 euros, correspondant à la différence entre la valeur comptable totale des éléments d'actifs transmis, s'élevant à 186.173.109 euros, et la valeur comptable totale des éléments de passifs transmis, s'élevant à 33.612.322 euros.

La parité d'échange proposée pour la fusion s'établit à 2,2 actions de Société Fermière du Casino Municipal de Cannes pour 1 action de Hôtel Majestic Société Immobilière et d'Exploitation.

Conformément à la réglementation applicable, il ne sera pas procédé à la remise d'actions de la Société Absorbante en échange des actions de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante.

En rémunération de la fusion, la Société Absorbante procédera ainsi à la date de réalisation de la fusion, en application de la parité d'échange, à une augmentation de son capital d'un montant nominal de 59.844 euros pour le porter de 1.891.968 euros à 1.951.812 euros, par la création de 4.987 actions nouvelles d'une valeur nominale de 12 euros chacune, attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée autres que la Société Absorbante.

La prime de fusion dégagée par la fusion s'élèverait à 5.534.347,64 euros.

Le boni de fusion dégagé par la fusion s'élèverait à 135.935.595,36 euros.

Les actionnaires de la Société Absorbée qui ne seraient pas propriétaires du nombre d'actions nécessaire pour obtenir un nombre entier d'actions de la Société Absorbante recevront un versement en espèces pour la fraction formant rompu, selon les modalités prévues par le traité de fusion.

Les créanciers de la Société Absorbante et de la Société Absorbée dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion pourront former opposition à la fusion dans les conditions prévues aux articles L. 236-15 et R. 236-11 du Code de commerce.

Le traité de fusion a été déposé le 22 mai 2026 au greffe du Tribunal de Commerce de Cannes pour la Société Absorbante et pour la Société Absorbée.